

"C'est du marketing industriel récupéré par des politiciens!"

■ De grandes métropoles de la région, comme Marseille et Nice, mais aussi de petites communes comme Châteaurenard ou Sisteron, ne cessent d'agrandir leur parc de caméras de vidéoprotection. Qu'en pensez-vous?

Dans le livre que je sors bientôt, ce que je démontre en ayant enquêté dans plusieurs villes de la région, dont Marseille, c'est d'abord qu'avoir des caméras qui enregistrent, c'est utile mais dans un nombre très faible de cas. Par exemple sur Marseille, chaque année, la vidéo apporte un concours important aux enquêtes des policiers dans quelques centaines de cas, mais il faut ramener ce nombre à la globalité du contentieux et c'est 50000 affaires minimum: donc cela contribue à 1% des affaires de voie publique. Quant au nombre d'affaires réellement résolues exclusivement grâce à la vidéo, c'est une centaine dans l'année.

■ Ça serait donc simplement un argument politique?

Tous ces élus font de la politique avec la vidéo et les technologies: c'est facile, ça se voit, ça a l'air moderne, personne n'en connaît le détail technique donc ça permet de dire tout et n'importe quoi et donc ça fonctionne comme un argument d'autorité. Si je vous dis que ça marche, croyez-moi! Cela illustre la façon démagogique avec laquelle les politiciens de tous bords se servent de la thématique sécurité. Dans la région ce sont principalement des gens de droite, mais je l'ai observé aussi dans des communes de gauche comme à Montpellier. Les politiques utilisent un imaginaire de la technologie véhiculé par le cinéma, la science-fiction. Cela crée une crédulité sur le pouvoir magique des technologies et des techniciens qui les manipuleraient. C'est à la mode, c'est impossible à contredire et ça permet de ne pas parler des vrais problèmes comme la prévention réelle de la délinquance.



Laurent Mucchielli.

/PHOTO SERGE MERCIER

■ Le croisement de données qu'on appelle "big data", vous n'y croyez pas non plus?

C'est du discours tout simplement parce qu'il est impossible de réellement croiser toutes les données d'organisations publiques ou parapubliques qui agissent sur un territoire. On se rend vite compte que chacun a une carte différente du territoire, une façon différente de

dans sa sécurité?

À Marseille, on a déjà le service "Al-lô mairie" qui est typiquement fait pour signaler des incivilités à longueur de journée! La valeur ajoutée est à démontrer. D'autre part, il existe déjà des numéros d'appel d'urgence de l'État. Donc ça ferait concurrence au 17. Tout cela parle des rapports de force entre les municipalités et l'État. C'est un moyen de municipaliser la sécurité.

"La prochaine étape, ce sont les drones de surveillance, c'est sans fin"

définir les choses et de les compter, un logiciel différent, et qu'on ne peut pas mettre tout cela en musique. Il faudrait en plus embaucher des spécialistes parce qu'aucun des acteurs que j'ai rencontrés au cours de mes enquêtes, notamment au service informatique de la mairie de Marseille, n'a les compétences pour comprendre tout cela. D'ailleurs, les pré-enquêtes que j'ai faites sur le sujet sont restées lettres mortes...

■ À Nice, est lancée l'application Reporty, qui intéresse Marseille: le citoyen est-il par là trop impliqué

■ Le président Muselier veut installer de la reconnaissance faciale à l'entrée des lycées. C'est une ultime étape dans cette démarche?

Non, il y en a encore d'autres possibles! Sur cette annonce: quel est le diagnostic du besoin qui montre qu'on a un problème à l'entrée des lycées et en quoi la reconnaissance faciale le résoudra? On a des millions à dépenser sur n'importe quoi? Les USA l'utilisent depuis 2001, notamment dans les aéroports: les vrais criminels savent se grimer pour lui échapper. C'est simplement une étape de marketing des industriels de la sécurité récupéré par les politiciens! Et la prochaine est déjà prête: ce sont les drones de surveillance... C'est sans fin.

Propos recueillis par R.C.